

Semaine du 15 au 21 juin 2009 n° **264**

## Sommaire

- **Collectivités locales** : la casse du statut au détour d'un texte discret
- **Santé** : une pétition pour défendre l'hôpital public
- **Télécoms et Internet** : les emplois en baisse, les profits en hausse
- **Convention collective de 66** : 3 000 salariés du social manifestent à Paris
- **Lille-Lesquin** : grève au contrôle aérien
- **ARÉVA** : CGT et CGC s'opposent à la cession de T&D
- **Fusion Banque Populaire et Caisse d'Épargne (audiovisuel public)** : les syndicats manifestent leur scepticisme
- **Enseignement agricole** : les syndicats menacent de bloquer les corrections d'examens
- **TDF** : 600 emplois menacés de suppression
- **Radio France, France Télévision et AFP** : appels à la grève et manifestation mardi
- **RFI** : le plus long conflit de l'audiovisuel depuis 1968
- **Famili (groupe Marie-Claire)** : un emploi sur deux supprimé à la rédaction
- **Groupe Tests (presse)** : salariés en grève dès le 15 juin
- **Stress** : dans six cas sur dix, le travail est invoqué
- **Crise** : l'OIT redoute une augmentation du travail des enfants

## Édito

## Une fièvre sociale qui ne baisse pas

Alors que près de trois Français sur quatre ont approuvé la dernière journée d'action unitaire du 13 juin, il est clair que les organisations syndicales ne peuvent se féliciter de l'ampleur des 159 manifestations et rassemblements et qu'elles doivent réfléchir à redonner un souffle à la mobilisation, maintenir la pression mais aussi assurer une vigilance durant cet été qui ne devrait pas échapper à la règle en matière de mauvais coups législatifs. De leur côté, l'exécutif et le patronat ne peuvent parier sur la fin des mobilisations. D'autant moins que la colère sociale est profonde, que la crise frappe très durement, en particulier les jeunes. D'ailleurs, c'est en partie, mais seulement en partie, dans cette colère sociale que l'on peut trouver les raisons de l'abstention record qui a marqué les élections européennes. Hélas, mais c'est en général le cas, la conflictualité sociale ne se traduit pas mécaniquement ni par la participation qui continue à chuter, ni par le choix des électeurs qui se déplacent. L'Élysée, Matignon, le patronat sont assis sur la bombe de l'emploi. Les pertes nettes d'emplois salariés ont atteint 187 800 sur les trois premiers mois de 2009, selon des chiffres publiés jeudi par le ministère de l'Emploi. Pôle emploi, dont le champ statistique est plus étroit, avait déjà fait état



mercredi d'une accélération des destructions d'emplois salariés au premier trimestre (-175 100). « Cette baisse trimestrielle est d'une ampleur jamais observée dans toute l'histoire économique de la France », selon le directeur des statistiques de Pôle emploi. La dégradation de l'emploi devrait persister « plusieurs trimestres », avec des pertes nettes d'emplois salariés dans le privé en 2009 pouvant approcher la dernière prévision de l'assurance chômage (-591 000), a jugé lundi le ministère, qui table désormais sur un recul de 3 % du PIB en 2009.

Faute d'apporter des vraies solutions durables, négociées, socialement justes et acceptables à cette crise, le gouvernement et le patronat doivent s'attendre à une rentrée délicate car la colère sociale est intacte. Et même si on a pu mesurer aux propos récents d'un des huit leaders syndicaux à quel point l'unité est un exercice difficile, il reste une plateforme commune de revendications que le patronat élude et que Nicolas Sarkozy tente toujours de contourner.

## Collectivités locales

### La casse du statut au détour d'un texte discret



Le 21 janvier dernier, une proposition de loi a été déposée par 87 députés issus de l'UMP du Nouveau Centre et du MPF (villieriste). Intitulé « proposition de loi instituant la liberté de recrutement par les collectivités territoriales », ce projet, jusqu'alors passé inaperçu, propose pour tous les nouveaux recrutés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2010 « de transformer la règle actuelle » en matière de recrutement des personnels en exception. Le statut de la Fonction publique territoriale actuellement en vigueur sera maintenu pour les fonctions « régaliennes » que remplissent les collectivités, l'état civil ou la police par exemple. Pour les autres missions, c'est le contrat de travail de droit privé qui serait généralisé. Un délai d'un an serait laissé aux personnels déjà en place pour opter entre statut et contrat. A défaut de choix, les agents seraient maintenus sous statut. C'est le même mécanisme qui a déjà été appliqué à La Poste et à France Télécom, en corollaire de l'ouverture au marché des missions. Pour la fédération CGT

des Services publics, « il s'agit en clair d'en finir avec le statut dans la Fonction publique territoriale et à terme dans toute la Fonction publique, avant liquidation des missions de cette dernière ».

## Santé

### Une pétition pour le défendre l'hôpital public

Plusieurs organisations syndicales de salariés, dont la fédération CGT de la Santé et de l'Action sociale, différentes organisations syndicales de médecins, des collectifs et le mouvement de défense de l'hôpital public (MDHP) ont lancé une pétition nationale pour la défense de l'hôpital public. La CGT a décidé de s'associer à cette démarche. En effet, depuis plusieurs mois, notre organisation multiplie, avec d'autres, des initiatives d'actions, de rencontres, de réunions, d'assemblées générales envers les personnels et les citoyens sur les effets néfastes de la loi « Hôpital, patients, santé et territoires » et pour un système de santé plus juste et plus solidaire. L'objectif de cette pétition est de recueillir plusieurs milliers de signatures. La CGT réclame l'ouverture immédiate d'un débat réellement démocratique sur le devenir du système de santé, de la Sécurité sociale et la place du service public hospitalier. Défendez-le parce qu'il assure des soins de qualité pour tous quels que soient les moyens de chacun.



www.cgt.fr/IMG/pdf\_202\_09\_CM\_NE\_Petition\_L\_hopital\_public\_est\_votre\_hopital\_.pdf

## Télécoms et internet

### Les emplois en baisse, les profits en hausse



Les opérateurs télécoms (Internet, téléphonie fixe et mobile) employaient en France 128 000 personnes en 2008, soit 1,7 % de moins qu'un an plus tôt, pour un chiffre d'affaires de 44,2 milliards d'euros.

Les revenus du secteur continuent de progresser, de 3,6 % en 2008 après + 4 % en 2007. Les services de renseignement téléphoniques en I 18, également mesurés par l'Arcep, continuent leur déclin, avec des revenus en baisse de 3,3 % à 158 millions d'euros, contre 300 millions d'euros en 2004, dernière année complète de monopole du 12.

Comme on le craignait donc, l'ouverture des renseignements à la concurrence n'a pas dopé ce secteur et l'on peut craindre que les salariés de cette activité délocalisable fassent les frais de cette chute. Ils n'ont reçu que 121 millions d'appels, contre 270 millions en 2004.

## Convention collective de 66 3 000 salariés du social manifestent à Paris

A l'appel de la CGT, de Sud et de leur coordination nationale, 3 000 éducateurs spécialisés, assistants sociaux ont manifesté mercredi à Paris pour s'opposer à la réforme de leur convention collective qui date de 1966, concernant plus de 240 000 salariés. Son projet de révision, annoncé en décembre 2008 par les employeurs (Fegapei, SOP, Snasea), revient, selon les syndicats, sur des avantages en matière de congés (ancienneté, « récupération »), de rémunérations (indemnité de sujétion spéciale, primes d'ancienneté...) et les classifications des métiers. « *Nous manifestons pour une véritable revalorisation salariale, pour la protection des métiers qualifiés* », explique Jean-François Marsac pour la CGT. Cette manifestation s'inscrit dans un processus d'action puisque d'une part ces salariés du secteur social ont été très présents dans les manifestations interprofessionnelles unitaires depuis janvier, d'autre part ont mené leur propre journée nationale d'action le 19 mai.



## Lille-Lesquin Grève au contrôle aérien



L'aéroport de la métropole du Nord devrait être affecté jeudi par une grève des contrôleurs aériens à l'appel de leur syndicat, Usac-CGT. A l'origine du conflit, le projet de fermeture du Bria (Bureau régional d'information et d'assistance au vol) de Lille au second semestre 2009. Les Bria assurent la fourniture de l'information aéronautique nécessaire à la préparation des vols et les modalités de suivis des messages relatifs aux plans de vol et aux mesures de régulation, selon le site des services de l'information aérienne. La CGT demande également l'affectation d'agents supplémentaires dans tous les Bria, dont quatre à Lille. Le mouvement, qui court de la prise de service de jeudi matin jusqu'à la fin du service de nuit, concerne notamment les organismes de contrôle du Bourget, de Lille et de Beauvais.

## ARÉVA CGT et CGC s'opposent à la cession de T&D

La CGT et la CFE-CGC ont exprimé jeudi leur opposition à la cession par le groupe nucléaire public français ARÉVA de sa filiale Transmission et Distribution (T&D). « *T&D est profitable, T&D a toute sa place dans le groupe auquel il a apporté l'intelligence des réseaux électriques, une plus forte implantation internationale, un avantage commercial compétitif* », affirme la CGT dans un communiqué. « *ARÉVA est déjà le champion national et mondial pour le nucléaire civil (...) en quoi la cession de T&D contribuera à l'y maintenir* », demande la CGT en interpellant le Premier ministre. Elle y voit surtout une « *stratégie d'affaiblissement du groupe* » et appelle l'État à « *augmenter le capital de l'entreprise* ».



## Fusion Banque Populaire et Caisses d'Épargne Les syndicats manifestent leur scepticisme

La CGT des Caisses d'Épargne a demandé mardi à François Pérol, patron du futur groupe Banque Populaire/Caisse d'Épargne, de dévoiler dès maintenant le « *plan stratégique du groupe* », en particulier sur sa dimension sociale, qui doit selon elle être dévoilé dans « *quelques semaines*. [...] *Connaître aujourd'hui le plan stratégique qui sera dévoilé dans quelques semaines, avoir communication sans attendre du véritable plan d'affaires qui accompagne ce plan stratégique, être informés sur le volet ressources humaines* », telles sont les légitimes demandes des syndicats. La CGT, l'Unsa et Sud,

qui pèsent 64 % des voix aux élections professionnelles des Caisses d'Épargne ont affiché mercredi leur scepticisme face aux engagements du patron du futur groupe Banque Populaire/Caisse d'Épargne de s'en tenir à des départs volontaires dans le cadre de la fusion entre les deux établissements. Dans une lettre adressée lundi aux syndicats des deux banques mutualistes, François Pérol s'est engagé à ne recourir qu'à des départs volontaires. « *Ce courrier n'apporte aucune réponse aux demandes formulées dans la motion votée à l'unanimité lors du comité de groupe de jeudi* », a jugé de son côté la CGT des Caisses d'Épargne. Pour l'Unsa et la CGT, par ce courrier M. Pérol demande un « *chèque en blanc* » aux syndicats, en les appelant à « *valider le projet de fusion* », des organes centraux des deux banques, « *sans aucune des informations nécessaires* ».



## Enseignement agricole

### Les syndicats menacent de bloquer les corrections d'examens



Deux syndicats de l'enseignement agricole Syac-CGT et Snetap-FSU ont menacé vendredi, dans un communiqué, de bloquer les centres de correction d'examens au lendemain d'une entrevue au ministère de l'Agriculture à propos des dotations de postes pour la rentrée 2009.

Les syndicats demandent un « *moratoire sur les suppressions d'emplois dans le cadre de la préparation au budget 2010* ». Ils appellent à « *organiser des actions à l'occasion des examens dans l'enseignement agricole : grève, blocus des centres de correction ou autre moyen pacifique* ».

## TDF

### 600 emplois menacés de suppression

TDF, principal diffuseur de télévision française, a annoncé vendredi dans un communiqué un « *projet de transformation* » lié au basculement vers le tout numérique, qui pourrait entraîner la suppression de 550 emplois « *maximum* » sur environ 2 400, sans plan social. Ces suppressions de postes se feraient notamment via des « *départs volontaires* » et dans le cadre d'une gestion prévisionnelle des emplois et des compétences. La CGT a jugé ce plan « *inacceptable* ». « *Les raisons invoquées sont purement économiques et mettent en danger l'avenir de l'entreprise : je ne vois pas comment on va fonctionner avec un quart des effectifs en moins. Il n'est pas question de négocier une GPEC avec le couteau sous la gorge* », a averti la CGT qui estime que 600 emplois sont concernés en comptant les salariés à temps partiel.



## Radio France, France Télévisions et AFP Appels à la grève et manifestation mardi

La CGT de Radio France a appelé vendredi les salariés du groupe public à cesser le travail mardi 16 juin après-midi, tandis que les syndicats CGT, FO et Sud de l'Agence France-Presse (AFP) ont également appelé à un arrêt de travail le même jour, de 14 h à 17 h. Le syndicat de Radio France et ceux de l'AFP appellent les personnels des deux entreprises à participer à 15 h à une manifestation vers l'Élysée contre le plan social à Radio France Internationale (RFI), contre le plan de départs en retraite à France Télévisions et contre le projet de réforme du statut de l'AFP.

Les deux syndicats CGT (SNRT-CGT - techniciens - et SNJ-CGT) de France Télévisions ont déposé un préavis de grève de 24 heures, à partir de mardi 14 h, afin de se joindre à la manifestation.



## RFI

### Le plus long conflit de l'audiovisuel depuis 1968



La grève illimitée entamée le 12 mai à Radio France Internationale (RFI) contre le plan social prévoyant 206 suppressions d'emplois a passé vendredi le cap d'un mois, le « plus long conflit » qu'ait connu l'audiovisuel « depuis 1968 », indiquent les syndicats SNRT-CGT, SNJ-CGT, SNJ, FO, dans un communiqué. « C'est un record dont nous nous serions bien passés. Il signe en tout cas la détermination des salariés face à une direction intransigeante et des pouvoirs publics scandaleusement absents », commentent les syndicats, qui demandent la médiation de l'Élysée. Ils demandent un moratoire sur le plan social annoncé en janvier, qui prévoit 206 suppressions d'emplois sur un millier et la fermeture de plusieurs bureaux de langues (allemand, albanais, polonais, serbo-croate, turc et laotien). Ils refusent tout

« licenciement contraint ». Le plan a été suspendu par la Cour d'appel de Paris, qui a demandé à la direction d'informer les représentants du personnel sur la mise en place de la holding Audiovisuel Extérieur de la France (AEF) qui coiffe RFI et France 24 et constitue le principal partenaire de TV5Monde. Le juge doit se prononcer sur la conformité de cette injonction le 17 juin.

## Famili (groupe Marie-Claire)

### Un emploi sur deux supprimé à la rédaction

Le mensuel parental va supprimer sept postes à la rédaction sur un effectif de quinze et devenir bimestriel ont appris les élus du personnel lors d'un Comité d'entreprise extraordinaire.

« Le Comité d'entreprise n'a pas encore donné son avis et demande un complément d'informations, notamment davantage de propositions en matière de reclassement », selon la CGT.

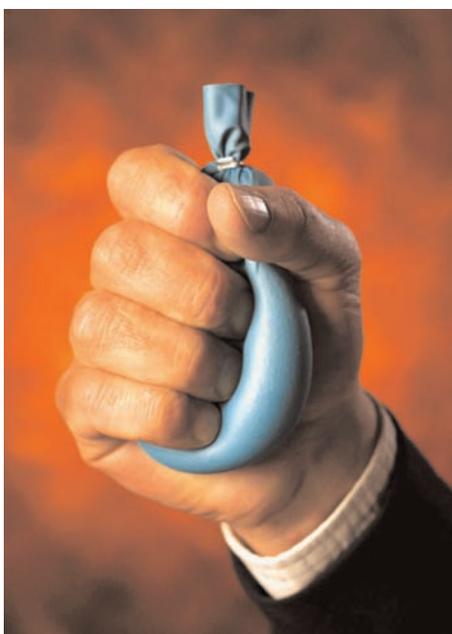


## Groupe Tests (presse) Salariés en grève dès le 15 juin

Les salariés du groupe Tests (magazines et sites sur les nouvelles technologies) ont voté une grève illimitée à compter de lundi 15 juin pour protester contre un projet de réorganisation de la direction présenté jeudi en comité d'entreprise. Selon les syndicats, la direction a un « schéma organisationnel » qui « témoigne d'une volonté de nier les contraintes inhérentes aux différents métiers de l'entreprise, de nier les conditions nécessaires à la production des titres papier ou sites et chaînes Internet ».



## Stress Dans six cas sur dix, le travail est invoqué



Selon un sondage réalisé pour le Réseau Anact (Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail), par l'institut CSA, 41 % des salariés sondés se disent stressés dont 13 % très stressés, ce chiffre atteint 47 % pour les catégories socio-professionnelles supérieures (CSP +) et 57 % pour les cadres supérieurs. Pour l'Anact, 60 % des personnes qui se disent stressées attribuent exclusivement cet état à leur vie professionnelle. 38 % l'attribuent conjointement à leur vie professionnelle et personnelle, ce chiffre monte à 41 % pour les femmes et descend à 32 % pour les hommes. Le contexte économique actuel semble renforcer le niveau de stress des salariés français. 54 % des salariés stressés déclarent que la crise économique contribue à leur état de stress au travail. Dans les catégories supérieures, le taux des personnes se déclarant stressées est nettement supérieur (47 % des catégories socio-professionnelles supérieures et 57 % des cadres supérieurs se disent stressés, contre 41 % de l'ensemble des salariés). Ce qui laisse penser que le rôle de l'encadrement dans la régulation du stress devient un exercice délicat car cette catégorie elle-même est de plus en plus exposée au stress en tant que catégorie professionnelle. L'influence de l'organisation du travail

sur le stress apparaît très affirmée. 40 % des salariés répondent que l'organisation du travail génère du stress et 48 % des salariés d'entreprises entre 150 et 999 salariés.

## Crise L'OIT redoute une augmentation du travail des enfants

L'Organisation Mondiale du Travail (OIT) craint qu'en poussant « un nombre croissant de familles vers la pauvreté », la crise économique n'« érode » les « réels progrès » enregistrés ces dernières années en termes de recul de travail des enfants.

Les **filles**, dont « **environ 100 millions** » travaillent au lieu d'aller à l'école, pourraient être « **les principales perdantes** », « à mesure que la crise s'approfondit », souligne encore le rapport de l'OIT.

L'organisation redoute que des « coupes budgétaires » dans l'éducation par les gouvernements et le « déclin » des transferts de fonds opérés par les travailleurs émigrés ne viennent alourdir la tendance.

